

**NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE D'UN CENTRE DE FORMATION**

**LILLE, LYON, ROUEN**

ACCORD-CADRE N° 25S52

Marché passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles  
R.2123-1 et R.2123-2 du Code de la Commande publique

**CCAP**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Date limite de remise des offres :  
Le lundi 3 novembre 2025 à 12h00.**

## 1. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1 - Présentation du pouvoir adjudicateur

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :	INSTITUT 4.10 Institut National de Formation de la Sécurité Sociale 17-19 Place de l'Argonne 75019 PARIS
--	---

Le représentant du pouvoir adjudicateur :	Madame Elodie MARCHAT, Directeur
---	-------------------------------------

Le comptable assignataire des paiements :	Monsieur Jean-Paul BARTHEZ, Directeur Comptable et Financier
---	---

Nomenclature CPV :

- 90919000-4 : Service de nettoyage de bureaux
- 90911300-9 : Services de nettoyage de vitres

### 1.2 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet, le nettoyage de locaux administratifs, pédagogiques et d'espaces communs d'un centre de formation :

- Nettoyage périodique
- Prestations de nettoyage ponctuelles, dont vitrerie (**sauf pour le lot 3**)
- Fourniture de consommables

Les caractéristiques principales sont présentées au sein du CCTP 25S52.

### 1.3 – Allotissement géographique

**Les 3 sites de l'Institut 4.10 concernés par cet accord-cadre sont :**

- LOT 1 - Site de LILLE : Synergie Park – 15, rue Louis Néel – 59260 LEZENNES
- LOT 2 - Site de LYON : 47, rue de l'Egalité – 69120 VAULX EN VELIN
- LOT 3 - Site de ROUEN : 98, avenue de Bretagne – Immeuble Normandie I – 76000 ROUEN

Chaque lot est mono-attributaire. Les candidats pourront répondre à un ou plusieurs lots.

### 1.4 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a une durée initiale de 1 an à compter de la date sa notification.

L'accord-cadre sera reconductible tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois. La durée totale du présent accord-cadre ne pourra pas excéder 36 mois à compter de sa date de notification.

## 1.5 – Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est sans minimum et avec un maximum par lot, sur sa durée totale, éventuelles reconductions comprises, défini comme suit :

- Lot 1 – LILLE : 30 000 €HT
- Lot 2 – LYON : 85 000 €HT
- Lot 3 – ROUEN : 25 000 €HT

## 1.6 – Forme du marché

Le présent accord-cadre est pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande.

## 1.7 – Lieux d'exécution

Le marché est exécuté sur les sites de l'Institut 4.10 listés au 1.3 ci-avant.

Dans le cas où les locaux de l'Institut 4.10 seraient déplacés à une autre adresse, le titulaire se prononcerait sur sa capacité à assurer la prestation dans les nouveaux locaux.

Si le site concerné doit déménager dans un nouveau lieu un avenant redéfinira les nouvelles modalités d'exécution et de prix.

## 1.8 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dûment daté(s) et signé(s) par une personne habilitée à représenter l'entreprise (AE),
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) par lot,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (descriptifs des sites, plans des sites, Fiche de contrôle et MODOP),
- Les bons de commandes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS 2021) de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, et disponible sur le site <http://www.legifrance.fr/>,
- Les actes spéciaux de sous-traitance,
- L'offre technique remise par le titulaire

En cas de contradiction entre des pièces constitutives du marché, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

Les exemplaires des documents particuliers composant le marché, détenus par l'Institut 4.10, font seuls foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés au cours de l'exécution du marché par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché.

## 2. ORGANISATION DES PRESTATIONS

### 2.1 – Contenu des prestations

Se référer au CCTP 25S52.

### 2.2 – Jours et heures d'intervention

Les prestations seront réalisées les jours ouvrés, soit du lundi au vendredi hors jours fériés.

Les heures d'intervention sont précisées dans l'annexe du CCTP « Descriptif de site » pour chaque lot.

Les heures d'intervention peuvent être modifiées, y compris en cours d'exécution, d'un commun accord entre l'Institut 4.10 et le titulaire, sous réserve que cela ne gêne pas les utilisateurs des locaux.

Les prestations ponctuelles pourront être réalisées en dehors des jours et heures définis, avec accord de l'Institut 4.10 et sous réserve que les modalités d'accès et de départ des locaux et les conditions de sécurité des personnels soient étudiées au préalable.

### 2.3 – Démarrage des prestations

Avant tout démarrage des prestations forfaitaires et en préalable à la passation d'une commande, le titulaire du lot effectue une visite des locaux objets des futures prestations, en présence d'un représentant du site.

A cette occasion, le responsable du site fournit au titulaire, selon besoin, l'ensemble des informations et documents disponibles nécessaires à la mise en place des prestations.

Un état des lieux contradictoire est réalisé conjointement, sur la base de la fiche de contrôle qualité. Cet état des lieux initial est signé conjointement par l'Institut 4.10 et par le titulaire.

Le titulaire ne peut se prévaloir des éléments constatés lors de cette visite pour modifier sa proposition financière.

Le titulaire transmet par écrit la liste de tous les personnels susceptibles d'être présents sur le site, en indiquant : nom, intitulé de poste, horaires de travail, et un numéro de téléphone portable pour le personnel en situation de responsabilité (contremaître, chef d'équipe, cadre, dirigeant).

La remise des clés, badges ou codes d'accès fait l'objet d'un procès-verbal, signé par les deux parties. Le titulaire fournit, dans les 2 jours ouvrés précédant le début des prestations, la liste nominative de chaque détenteur de ces moyens, ainsi que la liste des éléments dont chacun dispose.

En cas de perte ou de vol, le titulaire prévient l'Institut 4.10 sans délai. Les éléments manquants sont remplacés aux frais du titulaire.

A l'issue du marché, le titulaire remet à l'Institut l'ensemble des éléments que celui-ci lui a remis, au plus tard le dernier jour du marché.

## 2.4 – Éléments mis à la disposition du titulaire par l’Institut 4.10

### Local dédié

Il est mis à disposition un local dédié au personnel de nettoyage. Il y est interdit de stocker des produits dangereux ou inflammables.

L’Institut 4.10 ne saurait être tenu pour responsable de tout vol ou dégradation commis dans ce local.

### Eau et électricité

L’eau et l’électricité nécessaires à l’exécution des prestations sont fournies gratuitement par l’Institut 4.10.

Les appareils du titulaire ne doivent pas être branchés sur des prises ondulées, ou déjà utilisées pour d’autres appareils, même par l’intermédiaire de fiches multiples.

Le personnel du titulaire doit impérativement éteindre l’éclairage d’un local dès que les prestations de nettoyage sont achevées.

Les personnels du titulaire ne doivent pas laisser couler l’eau inutilement.

Toute fuite d’eau, même légère, doit impérativement être signalée au responsable du site, dans les meilleurs délais.

## 2.5 – Éléments fournis par le titulaire

Le titulaire fournit l’ensemble des produits et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations de nettoyage.

Les matériels doivent fournir des performances et présenter un état d’entretien conformes à l’objet du marché et à l’obligation de résultat. Les vérifications périodiques et les réparations, voire le remplacement, sont à la charge du titulaire.

L’Institut 4.10 se réserve le droit d’interdire des matériels dont l’utilisation risquerait de provoquer des dégradations, ou manifestement dangereux pour le personnel.

Le personnel utilisant ces matériels doit être formé à leur utilisation, et être déclaré apte pour leur manipulation lors de sa dernière visite médicale.

## 2.6 – Remplacement de personnel

Tout remplacement de personnel devra faire l’objet d’une information à l’Institut 4.10 préalablement à l’intervention des personnels de remplacement.

## 2.7 – Plan de prévention

La rédaction du plan de prévention est contractuelle. Elle est assurée par le titulaire, en coordination avec le représentant du site. L’Institut 4.10 est destinataire d’une copie du document. Le document est remis dans un délai de 1 mois après le début d’exécution du marché.

Le représentant du site à son initiative ou à la demande du titulaire, organise s’il l’estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d’assurer la coordination des mesures de prévention.

Le titulaire est tenu d’assister aux inspections ou réunions auxquelles il a été convoqué et qui s’effectueront à l’intérieur de la plage horaire d’intervention définie dans le CCTP en fonction du lot.

Les mesures prises à l’occasion de cette coordination font l’objet d’une mise à jour du plan de prévention

## 2.8 – Protection des installations

Les opérations de nettoyage doivent être exécutées avec le plus grand soin.

Aucune dégradation des locaux, des installations, du mobilier et du matériel n'est tolérée.

Tout dommage causé aux installations, équipements, mobiliers et aux usagers par le titulaire ou par ses sous-traitants, est à la charge du titulaire.

Pour permettre l'exercice d'un nettoyage optimum, le personnel peut déplacer le mobilier. Néanmoins, il doit être remis en place dans l'état initialement trouvé pour le bon fonctionnement des locaux.

Les produits et matériels doivent être conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Les produits et matériels doivent assurer la conservation des surfaces traitées et ne pas être susceptibles de détériorer les surfaces nettoyées. Ils doivent être compatibles avec les lieux dans lesquels ils sont utilisés.

L'utilisation des matériels ne doit pas éclabousser ni tacher les plinthes et les murs.

Le responsable de site peut interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers, sans que le titulaire puisse en demander dédommagement.

Le travail en hauteur (échafaudages, nacelles ...) est obligatoirement conforme à la réglementation.

L'utilisation d'échelles est formellement interdite.

Le titulaire doit utiliser les moyens de levage appropriés (nacelle, camion nacelle, etc.) afin de respecter les règles de sécurité et être en accord avec la réglementation en vigueur.

Avant l'utilisation d'un camion nacelle, le titulaire doit prendre contact avec le responsable du site pour programmer l'intervention (à fixer en fonction des conditions météorologiques et de leur conséquence sur la capacité de portance des sols) et établir un état des lieux contradictoire avant et à l'issue de la prestation.

Les fenêtres, une fois lavées, doivent impérativement être verrouillées afin que celles-ci ne basculent pas intempestivement, la responsabilité du titulaire étant engagée.

Lors de l'entretien des surfaces vitrées, si des dispositifs autocollants ou fixes de signalétique sont en place, le titulaire doit entretenir les surfaces sans endommager lesdits dispositifs. En cas de dommage, l'Institut 4.10 se réserve le droit d'exiger le remplacement, qui se fait à la charge du titulaire.

Le titulaire du marché doit s'assurer que les eaux usées sont systématiquement, après chaque prestation, jetées dans le vidoir lorsqu'il en existe un (en cas d'absence de vidoir, le titulaire de l'accord-cadre évacuera ses eaux usées dans les sanitaires, ceux-ci sont systématiquement nettoyés ensuite au moyen de détergent bactéricide).

Les matériaux combustibles, y compris les emballages en papier, carton, bois, matières plastiques, doivent être évacués sans délai des lieux d'exécution des prestations et au plus tard à la fin de chaque vacation.

## 2.9 – Clause de réexamen

Le présent accord-cadre pourra être modifié en cours d'exécution dans les conditions suivantes :

### **Modification du contenu des prestations forfaitaires :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter, de supprimer ou de modifier un ou plusieurs éléments figurant dans le contenu des prestations mensuelles forfaitaires. Ces ajustements peuvent notamment porter sur l'ajout/suppression de salles, la modification des fréquences d'intervention ou encore l'adaptation des prestations demandées, dans la limite du périmètre technique défini par le marché.

### **Prestations complémentaires :**

La liste des prestations complémentaires mentionnée dans les documents contractuels n'est pas exhaustive. Le pouvoir adjudicateur peut ajouter des prestations non expressément prévues initialement, à condition qu'elles relèvent du périmètre technique du lot concerné par l'accord-cadre.

Ces modifications ne sont considérées en aucun cas, comme substantielles, et ne modifient pas le périmètre de l'accord-cadre et ne s'assimilent pas à un nouveau besoin.

Le pouvoir adjudicateur prévient en amont le titulaire et matérialise sa décision par un avenant au présent accord-cadre.

## **3. VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'article 27 du C.C.A.G-F.C.S., l'ensemble des prestations fera l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives.

### **3.1. Contrôle des prestations forfaitaires**

Les opérations de contrôle des prestations forfaitaires sont faites de façon contradictoire avec un représentant de l'Institut 4.10 et un représentant du titulaire à l'aide de l'annexe « Fiche de contrôle ».

Ces opérations de contrôle se déroulent une fois par trimestre mais peuvent être provoquées de manière inopinée.

Lors des contrôles inopinés, le Titulaire est prévenu par tous moyens 2 jours ouvrés avant d'effectuer le contrôle afin de permettre au représentant du titulaire d'être présent. Si la première date proposée par l'Institut 4.10 est refusée par le prestataire une seconde lui est proposée. Si de nouveau le représentant du prestataire n'est pas disponible le contrôle se fait sans sa présence et l'examen des prestations n'est donc pas contradictoire.

Au terme de ces vérifications, si la moyenne globale des notes est strictement supérieure à 1,5, l'admission est prononcée.

Les prestations qui feraient l'objet d'un refus d'admission font l'objet d'une pénalité détaillée à l'article 8 du CCAP.

Si la moyenne des notes du contrôle est située entre 1,5 et 1, un nouveau contrôle de surveillance doit être effectué dans les 30 jours ouvrés suivants le contrôle initial et dans les mêmes conditions.

### **3.2. Contrôle des prestations ponctuelles**

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G-F.C.S., le responsable de site concerné ou son représentant dispose d'un délai de 48 heures ouvrées pour procéder aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives.

## **4. DELAIS D'EXECUTION**

Concernant les prestations sur bon de commande, les travaux commandés doivent être exécutés sous 10 jours ouvrés.

L'Institut 4.10 peut accorder une prolongation du délai d'exécution au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la commande dans les délais contractuels initiaux.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par messagerie électronique courante avec demande d'accuser bonne réception du message, informer l'Institut 4.10 des causes faisant obstacle à

l'exécution de la commande dans les délais contractuels et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour ce faire d'un délai de 3 jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation des charges initialement prévues.

L'Institut 4.10 notifie par écrit au titulaire sa décision, dans un délai maximum de 4 jours à compter de la réception de la demande.

## 5 – PRIX

Les prestations objet du marché sont réglées par application des prix unitaires ou forfaitaires indiqués dans le Bordereau des Prix.

Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

### 5.1 - Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation des prestations demandées dans le cahier des charges, et notamment :

- La fourniture de tous les produits d'entretien et bactéricides
- Les frais de personnel.

### 5.2 - Révision des prix

Les prix mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires sont fermes durant la période initiale du marché. Par la suite les prix seront révisibles à date d'anniversaire selon les dispositions suivantes :

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de réception des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ». Le coefficient de révision applicable (A) pour le calcul du règlement partiel définitif du mois "n" est donné par la formule de variation suivante :

$$A = (I_n / I_0)$$

- Où  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'indice propreté de référence respectivement au mois  $M_0$  d'établissement des prix de l'accord-cadre et au mois  $n$  d'exécution des prestations

L'indice auquel il est fait référence dans le présent article est l'indice propreté disponible à l'adresse internet suivante : <https://index-proprete.fr/>

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le titulaire notifie par e-mail, un nouveau bordereau de prix unitaire, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné.

Les prix résultant de la révision sont appliqués à compter de la date d'anniversaire de l'année considérée.

Dans le cas où ces indices viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

L'Institut 4.10 se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5%.

Les révisions s'appliquent à la hausse comme à la baisse.

### 5.3 - Révision des consommables

Les consommables compris dans le forfait annuel de ménage font l'objet d'une réévaluation à chaque date d'anniversaire du marché notamment sur la base de la fréquentation de chaque site ou sur demande expresse du représentant du site.



Dans cette optique, l'Institut 4.10 fournit par tous moyens au Titulaire qui en accuse bonne réception, la moyenne de fréquentation du site considéré pendant l'année précédente 1 mois avant la date d'anniversaire.

## 6 – FACTURATION ET RÈGLEMENT

Les factures sont émises par le titulaire :

- Trimestriellement pour le forfait
- Après réception et vérification des travaux, pour les prestations qui ont fait l'objet d'un bon de commande.

Les factures sont à déposer sur CHORUS PRO en indiquant les éléments suivants :

- - Numéro de commande CHORUS = référence de la commande
- - Numéro de SIRET à facturer : 815 158 712 00092
- - Pas de code service à indiquer

Les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre et le numéro du lot ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- La référence et le libellé précis des prestations commandées, la quantité, le montant total hors taxes, le montant de la TVA, et le prix total TTC ;

Le mode de règlement est le virement bancaire ou postal, sur un compte indiqué par le titulaire et ouvert à son nom.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Lorsque les sommes dues ne sont pas payées à l'échéance, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dûs sont calculés sur la base du taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Administratif et Financier de l'Institut 4.10.

## 7 - AVANCE

Dans le cas où le candidat aurait déclaré ne pas renoncer au bénéfice de l'avance, celle-ci sera accordée conformément aux dispositions des articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique du 01/04/2019.

L'avance sera remboursée en totalité au moment du paiement de la facture, après livraison complète.

## 8 - PÉNALITÉS

L'Institut 4.10 se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les conditions décrites ci-après.

Ces pénalités sont précomptées sur les sommes dues au titulaire.

## 8.1 - Pénalité de non-conformité

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités du tableau ci-dessous seront appliquées en remplacement des pénalités prévues par le CCAG-FCS.

Tableau de pénalités spécifiques	
Perte d'un badge/clés	30€HT/badge/clés
Non actualisation de la liste du personnel, par cas constaté	150€HT
Absence d'information en cas de remplacement du personnel	150€HT
Non remise de l'attestation d'assurance + les éléments de masse salariale et tous les documents contractuellement demandés	150€HT par jour de retard
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement et au calme des services)	150€HT par cas
Rupture d'approvisionnement des consommables sanitaires	150€HT par constat puis par jour de retard et par distributeur
Non-respect des consignes de sécurité	150€HT par cas
Absence à un contrôle contradictoire sollicité	150€HT par cas
Prestation qui n'est pas exécutée (en particulier en raison d'une absence de personnel, ou d'un refus d'exécution, ou sans respecter le planning)	300€HT par constat et jour de non-exécution
Absence de mise en service de l'alarme	150€HT par cas

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison des prestations, éventuellement prolongé après accord de l'Institut 4.10, n'est pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à 10% du montant de la prestation commandée par jour de retard, jusqu'à la date de réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, il n'y a pas de plafond de pénalité par bon de commande et elles sont cumulables entre elles.

## 8.2 - Pénalités sur prestations forfaitaires

Dans le cadre de la vérification des prestations de nettoyage à l'aide de la fiche contrôle l'Institut 4.10 se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 15% sur 1/12ème du forfait annuel dans les cas suivants :

- Une moyenne des notes strictement inférieure à 1 lors d'un contrôle initial ou de surveillance.
- Une note de 0 deux fois consécutives sur un item lors d'un contrôle initial ou de surveillance.
- Lorsque deux contrôles initiaux successifs aboutissent chacun à un contrôle de surveillance.

Dans tous les cas l'application de pénalité n'exonère pas le prestataire d'exécuter correctement la prestation à ses frais une seconde fois.

Les pénalités présentées ci-dessus, ne sont pas cumulables.

## 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Institut 4.10 reste seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins du présent accord-cadre ou auquel ce dernier pourrait avoir accès.

L'Institut 4.10 est seul titulaire des droits sur les supports (fichiers informatiques, originaux papier, etc.) ayant servi à l'élaboration des documents. Dans le cas de modification du support, l'Institut 4.10 devient titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur le support mis à jour.

Les supports sont conservés par le titulaire de l'accord-cadre sous sa responsabilité. En cas de perte, destruction, vol et quel que soit le système de composition utilisé par l'imprimeur, celui-ci est tenu de procéder à ses frais à une nouvelle saisie des documents.

Le titulaire ne peut en aucun cas utiliser pour son propre compte les documents élaborés pour ou en collaboration avec l'Institut 4.10 dans le cadre du présent accord-cadre, sous quelque forme que ce soit.

Il s'engage à ne faire, directement ou indirectement, aucune exploitation, commerciale ou non, de tout ou partie des documents réalisés dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

## 10 - CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

En outre, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'Institut 4.10 à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées par l'Institut 4.10.

Cette obligation doit être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

## 11 - SÉCURITÉ DES INFORMATIONS

Le prestataire met en œuvre un niveau de sécurité élevé pour l'ensemble des données de l'Institut 4.10 qu'il pourrait avoir à sa disposition, y compris leur conservation et intégrité et afin d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse. Les données sont traitées exclusivement dans le cadre des instructions, et avec l'autorisation, de l'Institut 4.10.

Tous les documents, informations, données de toute nature, auxquels le prestataire a eu accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du Code Pénal.

Le prestataire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Les supports informatiques, documents et données de toute nature fournis par l'Institut 4.10 au titulaire restent la propriété de l'Institut 4.10.

Conformément à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le prestataire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne pas utiliser les données, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces données, documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données, documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- Procéder à la destruction au plus tard 3 mois après la remise des résultats complets des études de tous fichiers manuels ou informatisés contenant lesdites données, documents et informations relatifs au présent accord-cadre et produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée attestant de ladite destruction ;
- Insister, au besoin par écrit, auprès de son personnel – salariés et collaborateurs – sur le caractère personnel des données qu'ils auront à traiter dans le cadre dudit accord-cadre et rappeler, à cette occasion, l'obligation au secret à laquelle ils sont engagés dans le cadre des missions qui leurs sont confiées, conformément aux engagements définis à l'accord-cadre.

A ce titre, le titulaire ne peut pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord de l'Institut 4.10.

L'Institut 4.10 se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du Nouveau Code Pénal.

En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par l'Institut 4.10 sans indemnité en faveur du titulaire et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

Cette obligation doit être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

En cas d'atteinte aux données de l'Institut 4.10, le prestataire s'engage à en informer dès connaissance et à bref délai l'Institut 4.10, en décrivant dans la mesure du possible les modalités techniques de l'atteinte constatée.

## **12 - OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'Institut 4.10 relativement à l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations doivent être formulés par écrit dans les documents remis à l'Institut 4.10 lors de l'exécution de l'accord-cadre.

## **13 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance partielle est acceptée conformément aux dispositions la loi du 31 décembre 1975.

Si le candidat entend se prévaloir des capacités d'un sous-traitant, il précise dans son offre :

- Les prestations sous-traitées ;
- Le cas échéant, le montant des prestations sous-traitées ;
- Un document attestant qu'il disposera du sous-traitant pendant la durée d'exécution du marché ;
- L'ensemble des documents demandés au candidat à l'article 6 du règlement de la consultation  
« présentation des candidatures et des offres ».

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article L2193-9 du code de la commande publique.

Lorsque la demande de sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement sont présentées avec l'offre, l'attribution du marché emporte acceptation du sous-traitant.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché en cours d'exécution, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Institut 4.10 et de l'agrément par lui des conditions de paiement du sous-traitant.

Le silence de l'Institut 4.10 pendant 21 jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance doit être produite à l'Institut 4.10, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'Institut 4.10 de la sous-traitance, le prestataire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'Institut 4.10.

Le titulaire demeure personnellement et seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'Institut 4.10.

Si le titulaire omet, volontairement ou non, de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre est résilié de plein droit à ses frais et risques.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du prestataire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau Code Pénal.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Institut 4.10, sans indemnité en faveur du prestataire, et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

L'Institut 4.10 peut prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect de toute disposition précitée, par un de ses sous-traitants.

## **14 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'Institut 4.10 par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert de l'accord-cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'Institut 4.10 sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant doit comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'Institut 4.10 est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique du 01/04/2019.

## 15 - ASSURANCES

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels, et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'Institut 4.10 de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire doit en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Par ailleurs, le titulaire doit justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution de l'accord-cadre.

## 16 – OBLIGATIONS DIVERSES

Le titulaire produit, à chaque reconduite de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail :

- Une attestation de fourniture de déclaration sociale émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au prestataire et datant de moins de 6 mois
- Une attestation du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations obligatoires,
- Lorsqu'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 8221-1, L. 8221-2, L.8221-3 ou L.8221-5 du Code du travail.

Il produit chaque année une attestation d'assurance « responsabilité professionnelle » couvrant son activité.

Ces obligations et dispositions s'appliquent également à la sous-traitance et co-traitance.

## 17 - RÉSILIATION

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre V du CCAG-FCS.

Est admise comme faute du titulaire pouvant amener à la résiliation du marché, l'obtention 3 fois sur une année civile d'une note moyenne inférieure à 1 sur la fiche de contrôle.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le titulaire restitue à l'Institut 4.10, au plus tard le dernier jour du marché, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

La restitution s'effectue par la mise à disposition des éléments notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par remise en mains propres contre décharge.

Si le site concerné déménage dans un nouveau lieu pour lequel le nettoyage est déjà pris en charge par le propriétaire des nouveaux locaux le présent marché est résilié de plein droit sans indemnité.

Dans tous les cas l'Institut 4.10 s'oblige à prévenir le prestataire par tous moyens 3 mois avant la date de déménagement effective.

En cas d'incapacité à gérer la nouvelle adresse par le prestataire, le marché serait résilié, sans pénalités.

## 18 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du Code de la Commande Publique du 01/04/2019.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article 2191-60 du Code de la Commande Publique du 01/04/2019 est l'Agent-comptable de l'Institut 4.10 ou son représentant habilité.

## 19 - LITIGES

L'Institut 4.10 est un organisme privé chargé d'une mission de service public.

Le tribunal compétent pour traiter tout éventuel litige né de l'exécution du présent accord-cadre est le Tribunal Judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## 20 - DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toute natures relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

## 21 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS concernent les points suivants :

- L'Article 1.8 du C.C.A.P déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.
- L'Article 3 du C.C.A.P déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S.
- L'Article 4 du C.C.A.P déroge à l'article 3.7 du C.C.A.G.-F.C.S.
- L'Article 8.1 du C.C.A.P déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S.